

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 MAI 2004

Etaient présents : MM. MAMERE, MERCIER, PINAUD, SURLEVE-BAZEILLE, Mme LUCBERNET-GARCIA, MM. DUBOST, PEREZ, Mmes TSITSICHVILI, BARRIERE, MM. DRESS, DANE, FONSECA, GOURGUES, Mme ALLIN, M. LABARTHE, MM. BEZIADE, RAYNAUD, Mmes JEAN, HEGOBURU, VIGANO, RIVES, MM. RABEAU, PARIS, Mmes TEXIER, ALCORTA, MM. DENOYELLE, MULLIEZ, BRU.

S'étaient fait excuser et avaient donné délégation :

M. JOANDET à M. SURLEVE-BAZEILLE
Mme BUISSON à M. PINAUD
Mme PUGNET-FORET à Mme HEGOBURU
Mme FEDOU à M. DUBOST
Mme OULD-AMEZIANE à M. RAYNAUD
M. LACOSTE à M. DRESS
Melle CERON à M. MAMERE
M. BEZIADE à M. FONSECA (à partir de la délibération N° 5)

Absent : /

Secrétaire de la séance : Mme HEGOBURU

1. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Afin de répondre aux nécessités du service public, il est décidé la création des emplois suivants à compter du 17 mai 2004 :

- 1 agent administratif territorial qualifié à temps complet
- 1 auxiliaire de puériculture territoriale chef à temps complet
- 2 agents d'entretien territoriaux qualifiés à temps complet
- 2 agents d'animation territoriaux qualifiés à temps complet
- 1 éducateur des activités physiques et sportives territorial hors classe à temps complet
- 1 adjoint administratif à temps complet
- 3 agents d'entretien territoriaux à temps complet.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR – 2 NE PARTICIPENT PAS

2. CRÉATION DE 4 EMPLOIS SAISONNIERS DE SURVEILLANT DE BAIGNADE

Dans le cadre de la création de l'équipement de proximité appelé « Baignade du Lac » et en raison notamment de l'obligation de surveillance des activités de baignade, il est décidé de recruter 4 agents de catégorie C en qualité d'opérateur territorial des activités physiques et sportives pour la période du 16 juin au 12 septembre.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR – 2 NE PARTICIPENT PAS

3. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION A.P.E.I.S. - BEGLES

Le Conseil approuve le versement d'une subvention de 1.000 Euros à cette association qui aide les demandeurs d'emploi dans les démarches juridiques qu'ils ont entreprises pour le non-respect de leur contrat PARE signé par l'ASSEDIC.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR – 2 NE PARTICIPENT PAS

4. IMPUTATION DU MOBILIER ET MATÉRIEL SUIVANT ARRÊTÉ DU 26 OCTOBRE 2001

Il est décidé d'assimiler certains biens meubles à des biens immobilisés et de les affecter à la Section d'Investissement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

5. CONTRAT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE – CONTRAT OPÉRATIONNEL DE LA COMMUNE DE BEGLES – ANNÉE 2004

Par délibération du Conseil Municipal du 24 avril 2003, Monsieur le Maire était autorisé à signer la convention d'objectifs pour une durée de 3 ans, cette convention faisant l'objet de contrats opérationnels annuels. Les projets d'actions au titre du Contrat Opérationnel 2004 sont présentés. Il est décidé de solliciter la participation financière du Conseil Général sur ces projets pour un montant total de 156.162,95 €.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

6. DEMANDE DE FINANCEMENT AU F.A.S.I.L.D. DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DES MAISONS DE QUARTIERS

Les Maisons de Quartiers développent et soutiennent divers projets avec des objectifs de mixité sociale et dans un cadre interculturel. Compte tenu du caractère spécifique de ces initiatives qui impliquent notamment des populations issues de l'immigration, un soutien financier sera sollicité auprès du F.A.S.I.L.D. (Fonds d'Action et de Soutien pour l'Intégration et la Lutte contre les Discriminations) à hauteur de 3.400 €.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

7. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À LA SECTION PELOTE BASQUE DU CLUB ATHLÉTIQUE BÉGLAIS

Il est décidé d'attribuer une subvention exceptionnelle de 500 Euros pour soutenir cette section à l'occasion de l'inauguration de son nouveau local et du déroulement des finales du Tournoi des Bords de Garonne.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

8. DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION ET L'EXTENSION DE LA SALLE DE TENNIS GASTON ET JEAN MARTIN (2^{ÈME} LECTURE)

Le 14 avril 2004, notre assureur nous a confirmé le montant du remboursement relatif à ce projet. Compte tenu de ces nouveaux éléments, il est nécessaire de revoir dans sa globalité le plan de financement. Le Conseil approuve le nouveau montage financier et décide de solliciter auprès de la Fédération Française de Tennis et du Conseil Général l'attribution de subventions au taux maximum pour ces travaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

9. REMBOURSEMENT PAR NOTRE ASSUREUR GROUPAMA DU SINISTRE « INCENDIE DE LA SALLE GASTON ET JEAN MARTIN »

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à percevoir, au nom de la Ville, le remboursement d'assurance qui s'élève à 201.239 €.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

10. MISE EN CONCURRENCE DES CONTRATS D'ASSURANCES DE LA VILLE DE BEGLES

Le marché pour le service des assurances de la Ville souscrit avec le Cabinet GRAS-SAVOYE arrivant à terme au 31 décembre 2004, Monsieur le Maire est autorisé à lancer un appel d'offres avec l'assistance juridique de la Société PROTECTAS.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

11. FÊTE DE LA MORUE – TARIFS DES PRODUITS DÉRIVÉS

Les tarifs des produits dérivés proposés à l'occasion de la Fête de la Morue sont adoptés.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 34 VOIX POUR – 1 NE PARTICIPE PAS

12. DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL GÉNÉRAL POUR L'ACQUISITION D'INSTRUMENTS ET MATÉRIEL POUR L'ÉCOLE DE MUSIQUE

Il est décidé de solliciter une subvention auprès du Conseil Général correspondant à 30 % du montant H.T. de l'acquisition d'instruments et de matériel afin de renouveler une partie du parc instrumental et pour permettre d'organiser des concerts.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

13. SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE LE MAIRE DE BEGLES ET LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA ZONE 30 AVENUE ALEXIS CAPELLE – ÉCLAIRAGE PUBLIC

Les termes de cette convention, qui a pour objet d'arrêter le principe et de déterminer les modalités de l'intervention financière de la C.U.B. estimée à 5.227,09 Euros H.T., sont approuvés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

14. EXTENSION DE LA ZONE HUMIDE DU PARC DE MUSSONVILLE – DEMANDE DE SUBVENTIONS (2^{ème} LECTURE)

Les partenaires potentiels doivent être sollicités sur un montant prévisionnel exprimé en H.T. et non pas en T.T.C., comme cela avait été fait dans la délibération du 18 décembre 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR